

Exiger de mettre fin au marché carbone européen

=

Exiger des politiques climatiques qui fonctionnent

Le marché du carbone européen (Emissions Trading Scheme – ETS) connaît de sérieux problèmes, et ce depuis longtemps. La plupart des analystes, décideurs, politiciens, traders du carbone, pollueurs industriels et ONGs en conviennent. Quand il s'agit de diagnostiquer les causes derrière le symptôme, les prescriptions et ce qu'il faut faire du patient souffrant, les opinions divergent. Comme cela est souligné dans la déclaration "[Il est temps de mettre fin au marché carbone européen](#)", notre travail d'analyse du dispositif conclut que loin d'être « *le plus efficace des instruments de politique climatique en Europe* », le marché carbone européen a démontré qu'il est un obstacle à des actions climatiques efficaces et qu'il devrait être, à ce titre, abandonné.

A en juger par les réponses reçues à la déclaration "[Il est temps de mettre fin au marché carbone européen](#)", beaucoup sont d'accord avec l'analyse, bien qu'hésitants à se joindre à cet appel. Ci-dessous, nous reprenons les trois préoccupations les plus communes qui nous ont été adressées.

1. Appeler à mettre fin au marché carbone européen reviendrait à marcher main dans la main avec l'industrie des énergies fossiles et les climato-sceptiques puisqu'ils appellent à rejeter la proposition de la Commission européenne visant à retirer une part des permis en circulation.

Il est assez instructif de regarder attentivement qui exerce un lobby pour faire en sorte que le marché carbone soit préservé. On y trouve des entreprises telles que Shell, Statoil, l'Association promouvant la capture et le stockage du carbone, E.On et Électricité de France qui ont tour à tour soutenu les efforts de l'UE pour sauver le marché carbone européen, en compagnie d'acteurs financiers tels que des traders du carbone, des courtiers, etc. Ces entreprises qui font des profits en vendant des énergies fossiles et en commerçant du carbone souhaitent donc restaurer la confiance en un marché totalement défaillant. Bien évidemment, ils ne font pas de lobby pour des réductions d'émissions significatives, ou pour des changements structurels qui pourraient amener les industriels à réduire drastiquement leur usage d'énergies fossiles.

Au contraire, la déclaration "[Il est temps de mettre fin au marché carbone européen](#)" appelle également à des politiques et des actions afin de transformer le modèle énergétique européen et de mettre fin à la consommation d'énergies fossiles par le secteur industriel. Si nous voulons être sérieux pour s'attaquer à ce qui est souvent décrit comme « *la plus grande menace de l'humanité au XXIème siècle* », il apparaît nécessaire d'aller au-delà des effets d'annonce et de mettre l'accent sur des actions qui réduisent réellement les émissions de gaz à effets de serre dans le cadre d'une transition juste socialement.

L'union Européenne a un objectif clair de limiter le réchauffement global en dessous des 2°C. Pour atteindre cet objectif, il faut arriver rapidement à se passer d'énergies fossiles et mettre fin à l'implantation de nouvelles centrales à charbon en Europe. Cela signifie également des politiques fortes pour réduire les émissions à la source, et ce sans dispositif de flexibilité qui permette de s'en accommoder. Les sept dernières années ont démontré que le marché carbone européen est incapable de contribuer à ce genre de transformation. Appeler à mettre fin au marché carbone européen revient à reconnaître que le charbon, le pétrole et le gaz doivent être laissés dans le sol comme l'a confirmé l'Agence Internationale de l'Energie (AEI) dans son rapport 2012 World Energy Outlook, puisque 70 % des réserves d'énergies fossiles ne doivent pas être extraites pour que les 2°C de réchauffement climatique maximum reste un objectif atteignableⁱ. Au lieu de quoi, le marché carbone européen a empêché, plutôt que soutenu, une transition vers une économie post-carbone, tout en subventionnant les pollueurs qui ont fait des profits gigantesques et qui devraient générer encore plus d'émissions de gaz à effets de serreⁱⁱ.

2. Le marché carbone européen est la seule option disponible accessible pour faire face au défi climatique.

Cela fait sept ans que l'on entend que le marché carbone est la « *seule option* ». Pourtant, à bien observer les choses, on se rend compte qu'il a été en fait un obstacle majeur à des actions transformatrices en Europe. L'existence du marché carbone européen a nourri l'illusion qu'un instrument de marché se focalisant sur les

prix pouvait déclencher les changements nécessaires pour transformer notre modèle énergétique et la façon donc nos économies produisent les biens que nous consommons. Aucun changement de ce type n'a jamais été produit par un instrument de marchéⁱⁱⁱ. La litanie néolibérale de l'UE a soutenu aveuglément le marché carbone européen et bloqué toute discussion sur des politiques réellement opérantes pour les sept dernières années. Pire encore, le marché carbone européen a affaibli les politiques telles que les directives sur l'Efficacité Énergétique, les grandes installations de combustion et ont freiné une mise en oeuvre étendue de prix de rachats garantis des énergies renouvelables^{iv}.

Il a également fourni des profits incroyables aux principaux pollueurs européens^v – des profits qui n'ont en rien financé une transition vers une économie post-carbone et qui au contraire auront financé davantage de capacités de combustibles fossiles. Pour réellement faire face au changement climatique, nous devons nous attaquer à la racine – la consommation excessive d'énergies fossiles – et non pas se limiter à savoir comment l'UE maintient un schéma qui permet aux pollueurs, aux teneurs des marchés financiers et aux spéculateurs de s'accommoder des permis de pollution, et encaisser des profits exceptionnels sans avoir réalisé aucune contribution significative pour stopper le réchauffement climatique. Le temps est venu d'entamer une transformation juste de notre modèle de production et de consommation d'énergie pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles, tout particulièrement dans les pays industrialisés, en régulant les pollueurs de façon à ce que les émissions soient réduites à la source

Le marché carbone européen est un exemple de la façon dont des régulations climatiques qui fonctionnent ont été écartées en faveur de régulations qui favorisent des mécanismes de marché incertains. Les industriels ont fait du lobby pendant des années pour éviter toute véritable action en s'opposant avec force à toute politique qui les aurait obligés à réduire les émissions à la source. Mettre fin au marché carbone européen n'est pas seulement nécessaire pour laisser la place à une véritable transition, mais aussi pour contrer la dangereuse confiance dans les mécanismes de marché pour des questions comme celle du carbone, de la biodiversité ou de l'eau.

3. Mettre fin au marché carbone va être perçu comme un échec des politiques climatiques européennes. Cela aura des répercussions sur les négociations climatiques internationales qui font déjà face à suffisamment de difficultés, et cela rendra ainsi toute action internationale future encore plus compliquée.

Conserver une politique défaillante apparaîtra inévitablement comme un échec des politiques climatiques de l'Union Européenne, causant tort à la crédibilité de l'UE. Mettre fin au marché carbone européen maintenant, c'est reconnaître que l'expérimentation ne fonctionne pas comme prévu. Le remplacer par des actions qui amènent à une transition juste réduisant la dépendance aux énergies fossiles, tout en laissant les générations futures avec une chance raisonnable d'éviter les dérèglements climatiques, sera par contre vu comme un succès.

Maintenir une expérimentation quand l'échec est si évident est inexcusable. Accroître encore cet échec et financer son exportation dans d'autres pays comme au Vietnam et au Mexique, et dans d'autres domaines comme les forêts, la biodiversité et l'eau, en sachant les très nombreux dangers qu'il implique, est totalement inconséquent.

La proposition de la Commission européenne a déjà été reconnu par de nombreux acteurs du marché carbone comme non pertinente pour ce qui concerne ses effets sur les prix du carbone^{vi}. De plus en plus d'acteurs financiers qui sont supposés être des « *teneurs de marché* » – Deutsche Bank, Morgan Stanley, Credit Agricole, Barclays – sont en train de réduire ou de fermer leur activité de commerce de carbone. Il est ridicule de supposer que le fait de repousser la mise aux enchères que de 900 millions de permis pourrait remettre sur pied un marché qui a été décrit comme étant « *un fiasco réglementaire général* »^{vii}.

Retirer ces permis ne fera pas passer le prix de la tonne carbone de moins de 5 euros aux 30-50 euros généralement considérés comme le minimum pour servir de signal contre des investissements fortement dépendant des combustibles fossiles. De plus, rappelons qu'il n'existe aucune preuve historique suggérant que les prix pourraient conduire le type de changement requis à travers une transition vers des économies et sociétés dans une ère post-fossile. C'est pourquoi "**il est temps de mettre fin au marché carbone européen**".

- i Carbon Tracker Initiative (2012) Unburnable Carbon – Are the world’s financial markets carrying a carbon bubble?, March 2012, www.carbontracker.org/carbonbubble
- ii Bruyn, S. et al. (2010) Does the energy intensive industry obtain windfall profits through the EU ETS? CE Delft, www.ce.nl/publicatie/does_the_energy_intensive_industry_obtain_windfall_profits_through_the_eu_ets/1038/ Point Carbon, WWF (2008) EUETS PhaseII – The potential and scale of windfall profits in the power sector, <http://wwf.panda.org/index.cfm?uNewsID=129881>
- iii Lipow, G. (2012:) Solving the Climate Crisis through Social Change. Public Investment in social prosperity to cool a fevered planet, Praeger: US. / Food and Water Watch Europe (2012), Pollution Trading - Cashing Out Our Clean Air and Water, <http://documents.foodandwaterwatch.org/doc/EUPollutionTrading.pdf>
- iv <http://www.guardian.co.uk/environment/2007/aug/13/renewableenergy.energy>
- v CTW and CEO (2012) EU Emissions Trading System: failing at the third attempt. www.carbontradewatch.org/publications/eu-emissions-trading-system-failing-at-the-third-attempt.html
- vi “Backloading will keep the market ticking,” Davies said. “It’s a tiny proposal ... (that) will effectively have no consequence on investment or profitability for energy intensive industries.” in: Point Carbon: EU CO2 market fix hangs in balance after MEPs urge rejection. 24 Jan 2013, <http://www.pointcarbon.com/news/1.2152161>
- vii Point Carbon: EU CO2 scheme a “regulatory omnishambles”: Barclays. 19 Nov 2012. www.pointcarbon.com